

## LYCEE DU BOIS D'AMOUR

### COMPTE RENDU DU DEBAT SUR L'ECOLE DU VENDREDI 5 DECEMBRE 2003

*Ce compte rendu fait état de la diversité des points de vue qui peuvent quelquefois apparaître contradictoires.*

**Equipe d'animation** : Jean-François Cerisier, enseignant chercheur, Philippe Bézagu, CASU, Muriel Joseph-Théodore, professeur de BTS, Claude Bonneval, retraitée.

**Nombre de présents** : Trente-sept, dont trois parents d'élèves et deux élèves du lycée.

#### Organisation de la soirée

- 1) Courte présentation du contexte du Débat National, de quelques données chiffrées, et des quatre questions proposées par les animateurs (questions 2, et 8 pour le 5 décembre, questions 6 et 19 pour le 11 décembre).
- 2) Un débat d'une heure trente sur les questions 2 et 8.
- 3) Une synthèse des débats.

#### DEBAT

##### 1) Présentation et mise en route du débat par Jean-François Cerisier

L'animateur rappelle les quatre engagements : débat pour agir, débat pour tous, transparence et indépendance. Le caractère national du débat n'empêche pas qu'il s'agisse aussi d'un débat local : une occasion de se parler, et de faire circuler une parole vivante et citoyenne.

Une enseignante regrette que les propositions faites précédemment par les enseignants et par les syndicats n'aient pas été prises en compte, et qu'ils ne soient pas conviés au débat, sauf comme individus. Personne n'est dupe, selon elle, de cette pseudo-démocratie directe qui ne changera rien à la loi d'orientation. D'autres enseignants, doutant de l'efficacité du débat actuel tout en acceptant de jouer le jeu, craignent que la montagne n'accouche d'une souris mais .

Deux autres enseignants vont dans le même sens en déplorant que toutes les propositions faites depuis des années par les acteurs de terrain, des équipes de recherche pédagogique, des chercheurs, des missions, des associations de spécialistes, n'aient jamais été écoutées, n'aient jamais donné lieu à des bilans, et qu'on puisse nous faire croire que le débat actuel, très ponctuel, va initier des actions nouvelles.

Quelques-uns des schémas figurant dans la fiche "*l'Education Nationale en chiffres*" sont commentés et discutés : certes le coût de l'éducation augmente, mais par rapport au PIB il est en stagnation ; et un enseignant fait remarquer que ce sera une chance et une fierté si ce budget reste le premier de l'Etat. On déplore aussi que les progrès signalés par certains tableaux de réussite ou d'orientation des élèves ne fassent pas état des catégories socio-professionnelles ou ne distinguent pas les garçons des filles. L'animateur les renvoie aux autres tableaux figurant dans les documents accompagnateurs.

Une mère d'élèves remarque que les chiffres donnés ne sont pas anodins, puisqu'ils mettent l'accent sur l'inefficacité de l'école, malgré l'énormité des moyens engagés : si ça ne marche pas mieux avec un enseignant pour onze élèves, c'est que les professeurs sont vraiment mauvais. Elle regrette aussi le recours systématique, dans le questionnaire, au critère « d'efficacité », qui renvoie à une rentabilité qu'on peut soupçonner d'être d'abord économique, alors que l'école doit avant tout rechercher ce qui est bénéfique pour l'élève, ce qui est de nature à l'aider à se construire en tant que personne et que citoyen

## **Question 2 : Quelles doivent être les missions de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ?**

**Reformulation de la question** : S'il est vrai que la triple mission de l'école est d'instruire, d'éduquer, et de former, doit-elle hiérarchiser ses missions, ou peut-elle les concilier ?

**Première proposition** : que l'école intervienne beaucoup plus qu'elle ne le fait dans la formation continue, de façon que l'individu puisse se former tout au long de sa vie. Or la formation continue des enseignants eux-mêmes diminuant considérablement, il ne semble pas que l'école de demain, en France, s'engage dans cette voie, alors que des pays comme le Québec s'orientent vers des formules de formation continue tout au long de la vie. C'est pourtant un moyen efficace pour éviter l'élimination définitive des jeunes qui n'ont pas su se couler dans le moule scolaire.

**Deuxième piste**, concernant les contenus : faut-il fixer des priorités ? Se recentrer sur les fondamentaux, supprimer les matières non rentables, à trop petits effectifs ? Ou au contraire ne vaudrait-il pas mieux s'interroger prioritairement sur les contenus de l'enseignement, diversifier les choix offerts aux élèves. Peut-on comprendre qu'"à l'heure de l'Europe" l'enseignement de l'allemand soit moribond en France ?

D'autres personnes s'inquiètent de la formulation de la question 2 : la précision "*à l'heure de l'Europe*" est-elle sous-tendue par des impératifs économiques de rentabilité ? L'Europe va-t-elle imposer une vision standardisée de la Culture ? Faudra-t-il s'aligner sur les pratiques des autres pays, quand celles-ci sont souvent remises en question, reconnues comme sources d'échecs à l'intérieur de ces mêmes pays ? Faudra-t-il uniformiser les modes de vie, les rythmes scolaires ? Faudra-t-il perdre ce qui marche bien chez nous et fait notre spécificité, comme la généralisation des écoles maternelles, des cantines scolaires, de la philosophie en Terminale, et notre gestion du temps scolaire, particulièrement performante en fin de compte ?

**Sur la question des contenus et des disciplines** : C'est vrai qu'un des maux dont souffre notre système est celui de l'accumulation : compilation des programmes, risques d'un certain saupoudrage dû au grand nombre des matières, etc... Pourtant la solution n'est pas à chercher dans l'allègement systématique des programmes, car dans l'intérêt des élèves il faut maintenir les contenus pour aller vers plus de qualification. Peut-être faudrait-il revenir à la spécialisation que l'on a connue autrefois au niveau de la Seconde. En revanche c'est une profonde erreur d'avoir diminué à ce point les horaires de français et de math au collège, et il faudrait absolument revenir à un socle solide des connaissances fondamentales. De même la diminution des horaires de langues vivantes est absurde et très dommageable. L'élève doit pouvoir choisir le contenu qu'il souhaite pour lui-même, en fonction de ses compétences et de son projet.

Une élève conteste la proposition de spécialiser les élèves dès la Seconde, et affirme que c'est à ses yeux une chance d'avoir eu à sa disposition un large éventail de matières jusqu'à la Terminale.

Autre point de vue : Il serait bon de réfléchir précisément sur les contenus des programmes. Si l'on prend l'exemple de l'Histoire et Géographie, on voit bien les tendances à l'encyclopédisme, au saupoudrage des connaissances. Le même point du programme est repris plusieurs fois dans le cursus de l'élève, alors que d'autres points ne sont jamais abordés.

Retour sur un point déjà abordé : "*Efficace*", "*efficacité*" sont un leitmotiv du débat proposé. Quels sont les critères de « l'efficacité » de l'école ? Si les chiffres font apparaître son inefficacité relative (rapport qualité-prix assez moyen, rang moyen par rapport aux pays de l'OCDE), pourquoi ne pas avoir tiré de bilans de tous les débats qui ont eu lieu avant, ni des initiatives nombreuses qui ont été menées sur le terrain ? Et la mission de l'école est-elle d'être rentable, c'est-à-dire de fournir à l'économie des travailleurs conformes à ses besoins, ou bien de transmettre à chaque individu ce qui lui sera bénéfique ?

Si l'on veut former des citoyens, il faut multiplier les possibilités de choix et d'ouverture.

### **Synthèse pour la question 2 :**

Assurer pour tous, enseignants compris, et le plus longtemps possible, une formation initiale et continue.

A la recherche de l'efficacité, suspecte de renvoyer à la rentabilité, il faudrait substituer celle du sens que chaque élève peut donner à l'éducation qu'il reçoit, et celle de la place de l'élève dans le système.

Il est impératif de réussir à concilier un socle de connaissances offert à tous, et la variété des approches et des méthodes que requiert la diversité des élèves.

### **Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?**

**Reformulation de la question :** Comment vaincre la lassitude et l'ennui ressentis par certains élèves, offrir aux élèves des contenus et des méthodes correspondant davantage à leurs attentes, sans démagogie ni nivellement par le bas ? Ou encore, comment susciter d'autres attentes, et aboutir à la responsabilisation des individus ?

#### **1) Motiver, c'est d'abord susciter des attentes et y répondre**

Une première piste à rechercher dans **la relation qui s'établit entre les élèves et l'enseignant** : s'il se passionne pour sa matière, il doit être capable de communiquer sa passion à la classe. Le charisme de l'enseignant, son dynamisme, et le pouvoir de sa parole sont depuis toujours des atouts majeurs. La motivation des enseignants est la première condition pour obtenir celle des élèves, ce qui suppose que la formation des jeunes professeurs porte sérieusement là-dessus. Or qu'apporte-t-on aux jeunes enseignants envoyés systématiquement dans les établissements les plus difficiles ?

Malheureusement de nombreux éléments extérieurs viennent de nos jours perturber cette relation.

Quelles valeurs transmet l'école ? Les difficultés des élèves et les manques culturels sont aggravés par les facteurs extérieurs à l'école : l'absence de débouchés à la sortie de lycée, des salaires peu engageants pour un grand nombre de métiers, les fausses valeurs et les modèles de "réussite" véhiculés par les médias, les contraintes et les modèles économiques décrédibilisent les valeurs de l'école comme celles du travail dans la durée, de l'effort partagé, de la culture ...

La réponse à la question n'est donc pas seulement entre les murs de l'école. Pourtant on pourrait reformuler plus positivement la question de la façon suivante : comment aider un élève à **trouver du sens** à ce qu'il fait en classe : ce peut être dans l'immédiat réussir une évaluation ou le Bac, valider des acquis, mais aussi trouver de l'intérêt à telle ou telle activité, prendre conscience de l'utilité d'un savoir ou d'un savoir-faire à court ou à long terme, et plus généralement encore prendre conscience de l'apport possible à son développement personnel : clarification de la pensée, acquisition d'une culture, pouvoir de l'argumentation, développement de l'esprit scientifique, autonomie, ouverture artistique, etc...

**La motivation première, c'est le développement personnel, c'est avoir la possibilité de choisir sa vie, même si l'élève ne découvre ce sens que plus tard.**

Un parent d'élève souligne les obstacles actuels à la motivation : le nombre important d'élèves dans les classes, la longueur des journées, l'absence de soutien efficace pour les élèves en difficulté, l'environnement, le poids des programmes.

#### **2) Quelles sont les conditions les plus favorables à la (re)motivation ?**

Rendre les élèves actifs et pas seulement consommateurs de savoirs.

Donner du sens aux contenus des programmes en montrant à quoi ils peuvent "servir" : pas forcément à court terme ni concrètement, mais au sens large, rendre l'élève capable de faire des choix, d'exercer son esprit critique, de se situer dans le monde.

Un enseignant évoque son expérience au LEPMO, face à des lycéens en totale rupture avec le système scolaire : Ils ont réussi à reconstruire des choses avec ces élèves, à la amener à des décisions positives, à des projets, à des contrats, tout ce qui peut donner du sens à l'enseignement. Pourquoi ne pas avoir tenu compte de ce travail (et d'autres ailleurs en France) pour le généraliser, plutôt que de prétendre mettre en place une fois encore de nouvelles choses ?

### **Synthèse pour la question 8 :**

Il faut

- Revoir les programmes et consolider le socle de culture générale là où elle fait le plus défaut : collège, lycée professionnel.
- Développer chez les élèves de lycée le désir d'apprendre, par l'autonomie et la liberté de choix parmi les enseignements les plus diversifiés possibles, et par le sens que l'on donne aux apprentissages.
- Proposer aux enseignants une véritable formation, initiale et continue.

## **DEUXIEME TEMPS : DEBAT DU 11 DECEMBRE**

Animateur : Philippe Bézagu, rapporteurs : Muriel Joseph-Théodore et Claude Bonneval

Nombre de présents : une trentaine, dont sept élèves et huit parents d'élèves.

L'animateur rappelle les règles fixées pour ce débat national, et les modalités prévues pour la remontée des discussions et des propositions.

### **Question 6 : Comment l'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?**

L'animateur expose en quelques traits la complexité du sujet, et ouvre des pistes en posant un certain nombre de questions sur les choix d'orientation, la hiérarchisation des filières et des établissements, les possibilités ou l'opportunité de diversifier les modes et les rythmes d'apprentissage.

Un parent d'élève exprime des doutes sur la nécessité d'un tel débat en ce moment. Il juge qu'actuellement l'école remplit assez bien ses missions, et qu'en tant que parent il n'a pas de leçons à donner aux enseignants, mais que ça l'intéresse de débattre.

Un enseignant exprime lui aussi son scepticisme sur ce qui va sortir de ce débat, quand tout sera passé à la moulinette de la grande synthèse finale, mais il est lui aussi content de pouvoir parler avec d'autres sur l'Education. Selon lui, bien au-delà des quelques filières existant actuellement, la vraie diversité, c'est la place de l'expression personnelle, de l'artistique, du corps par le sport, de la pensée qui se construit...

Une enseignante préconise aussi dans la pédagogie **le développement d'activités pratiques**, pour permettre à certains élèves l'acquisition de savoirs et de savoir-faire qu'ils ne peuvent acquérir par la spéculation théorique. Elle déplore aussi que les élèves en échec en seconde puissent si difficilement se réorienter vers les lycées professionnels où ils trouvent rarement une place, n'étant pas prioritaires par rapport aux élèves de collège.

Le débat s'engage sur la difficulté à intégrer, à faire progresser, et à évaluer, un autre type d'élèves tout à fait aptes intellectuellement mais présentant des troubles comme la dyslexie. Quelle aide mettre en place pour eux au niveau du lycée, et comment former les enseignants dans ce domaine ? Comment évaluer un élève qui sait, mais n'a pas les capacités de montrer qu'il sait, qui est systématiquement et dans toutes les matières, disqualifié par son écrit ? Dans tous les cas

(difficultés à théoriser, dyslexie, mauvaise maîtrise de la langue), les solutions passent d'abord par le travail en groupes restreints qui seul permettrait la mise en place d'activités pratiques, d'investigation ou de réparation. Pourtant, selon un participant les parcours diversifiés, qui au collège prétendaient apporter des solutions à ces problèmes, échouent parce qu'il se font au détriment des enseignements fondamentaux. Et comme le fait remarquer un élève, en lycée la contrainte des programmes, en math et français notamment, oblige à courir en permanence après le temps, à privilégier l'écrit et l'organisation canonique de la pensée. Si un élève relâche un moment son travail, il est très vite perdu et incapable de comprendre.

**Pour terminer sur les deux modes d'approche des connaissances, l'un plus concret et pratique, l'autre plus abstrait et théorique, l'ensemble des participant au débat est d'accord pour affirmer qu'il ne faut pas les opposer mais les faire alterner, et offrir à chaque élève celui qui lui convient le mieux : ça n'est qu'à cette condition que l'on rend tous les élèves capables de réussir. Or actuellement dans les lycées d'enseignement général, ceux qui ont besoin d'agir et d'expérimenter pour comprendre sont lésés.**

Un enseignant aborde la question du clivage culturel entre les jeunes et ce que leur propose l'école : on pratique encore une pédagogie de la plume et du papier, alors que l'univers des jeunes est celui des images, de la musique, des médias et de l'ordinateur. Toute une panoplie d'activités reste ignorée ou marginale dans nos lycées parce qu'elles exigent beaucoup de matériel, des groupes restreints, des adultes compétents pour l'encadrement, beaucoup de temps, des aménagements d'horaires. Elles mènent pourtant autant que les autres activités scolaires à l'abstraction, aux connaissances, à la construction de la pensée. Une mère d'élève va dans le même sens en faisant remarquer que, même quand ces activités et les qualités qu'elle requièrent sont mises en œuvre, au moment de l'évaluation elles ne sont ni valorisées ni prises en compte, on mesure tout autre chose.

On est d'accord pour penser qu'il ne s'agit pas seulement de "moyens", mais de la nécessité de mettre en place dans les établissements scolaires des espaces de liberté qui permettront de s'adapter à l'hétérogénéité et de la réduire, sans étouffer la diversité des élèves qui est porteuse de richesse. La pratique approfondie du cinéma ou du théâtre pour certains, d'activités linguistiques pour d'autres, celle de démarches scientifiques pour d'autres encore, peuvent amener à de véritables acquisitions, et rendre plus pertinents aux yeux des élèves les temps nécessaires de cours magistraux dans les enseignements fondamentaux incontournables (que certains assimilent au "bourrage de crâne").

Un élève constate que son lycée offre déjà pas mal de possibilités de choix (options ou projets de classes), et qu'il faudrait les ouvrir à plus d'élèves. Mais les maths et le français sont à ses yeux incontournables. Il regrette le caractère restrictif des filières actuelles, qui mettent sur des rails auxquels les passerelles existant actuellement permettent très difficilement d'échapper : quelle représentation de son itinéraire futur a-t-on à quinze ans ?

Faut-il retarder au maximum la spécialisation ? Une enseignante signale que l'Allemagne, où la professionnalisation commence très tôt, est en train de mesurer ses erreurs et de faire marche arrière, se rapprochant du système français.

Un parent d'élève remarque que nous dissertons de façon idéale sur la diversité, sans tenir compte de la réalité d'un système fermé et verrouillé par l'extérieur, l'économie, le monde du travail : l'école ne peut pas bouger seule, et le monde extérieur ne s'adaptera pas à l'école : **on ne peut dissocier le débat sur l'école d'un débat sur notre société.**

Qu'espère-t-on de ce débat et à quoi voulons-nous aboutir ? Former des citoyens ? Des gens épanouis ? Fabriquer des travailleurs d'un côté et des élites de l'autre ? Un enseignant refuse l'idée d'une école visant à adapter les jeunes à un monde qu'ils n'ont pas choisi. Il préfère que l'on adapte l'enseignement aux jeunes, et qu'ils apprennent la liberté, la citoyenneté, l'autonomie.

A propos de l'orientation, on signale beaucoup d'orientations par défaut. Dès le premier trimestre de seconde, tout semble déjà plus ou moins joué et les pronostics d'orientation sont déjà là, en fonction des premiers échecs subis. Les conséquences de cette orientation par l'échec sont l'ennui pour ceux qui n'ont pas "choisi vraiment leur voie", l'impression de bourrage de crâne, de morcellement et

d'empilage de connaissances jamais approfondies, et surtout la perte du moteur essentiel qu'est la curiosité. Les élèves présents déplorent l'importance démesurée accordée au baccalauréat et aux programmes. Une jeune professeure souligne les exigences de l'enseignement supérieur : les élèves auraient raison ensuite de se plaindre si les enseignants laissaient se creuser le fossé entre l'enseignement dispensé au lycée et le niveau exigé après le baccalauréat.

Une enseignante de mathématiques légitime l'approche théorique des connaissances : pourquoi faudrait-il forcément être en prise directe avec la vie ? l'école est aussi ce lieu protecteur où l'on a le droit et le temps de faire des choses inutiles un peu à l'écart de la vie. Les maths, le français, la philo peuvent ne pas servir dans l'immédiat, mais ils servent à faire grandir, et ça c'est intéressant.

Ce qu'il faut, c'est offrir toutes les approches possibles aux élèves, et éviter les phénomènes de dégoût et de rejet. Combien d'adultes ont du mal à se former parce qu'ils ont eu une expérience négative et destructurante de l'école ? L'essentiel est de préserver la curiosité, d'ouvrir l'esprit, d'apprendre à raisonner, le but final étant que tous puissent participer à la vie de la cité et occuper une place dans le monde.

La discussion porte ensuite sur la notion de "*compétence*", revenue plusieurs fois dans le débat, qui selon certains enferme et détermine les individus et renforce la dislocation de la société : d'un côté ceux que l'on adapte aux machines ou que l'on forme pour accomplir une seule tâche, de l'autre ceux qui détiennent le savoir, la culture et le pouvoir. L'école est là pour offrir à tous l'accès aux livres, aux documents, aux moyens modernes d'information, de façon à lutter contre la discrimination sociale.

**La première compétence que tous doivent acquérir, est transversale : il s'agit d'apprendre à apprendre, d'acquérir des méthodes, d'apprendre à utiliser des outils.** Dans certains cas les connaissances acquises sont faites pour être oubliées, ne serviront plus après l'évaluation, mais auront servi à faire des choix, et auront passionné certains. Heureusement qu'un bon pourcentage d'élèves aiment les lettres, les sciences, ou comprennent la nécessité d'assurer une base de connaissances qui leur permettra de construire leur édifice de savoir. Quelqu'un fait remarquer qu'à quinze ans on est capable d'enregistrer beaucoup de choses, d'acquérir des savoirs, il n'y a pas "trop" de connaissances dispensées ; à l'élève revient ensuite la liberté de choisir comment il souhaite les utiliser.

Une gestion souple du temps est nécessaire pour diversifier les approches pédagogiques, il faut chercher comment dégager du temps pour travailler en sous-groupes.

En conclusion, il faut diversifier les modes d'accès à la connaissance et les temps d'acquisition.

### **Synthèse pour la question 6 :**

Il faut s'attacher à optimiser l'existant.

Développer les passerelles pour pallier les choix prématurés ou les manques dans la formation générale, et pour améliorer l'orientation et l'accès au supérieur et se garder de spécialisations trop précoces.

Rendre l'enseignement plus souple et plus modulaire, en diversifiant au maximum le temps scolaire.

## **QUESTION 19 : Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?**

L'animateur rappelle que l'autonomie des établissements a commencé dans les années 80 avec les lois de la décentralisation, puis a continué en 90 avec la construction des projets d'établissement, et le début de la contractualisation. Comment percevons-nous les effets de cette autonomie (administrative, économique, éducative et pédagogique), et la jugeons-nous suffisante ? Qui doit évaluer les établissements, et sur quels critères ?

Une grande partie des présents expriment leur méfiance vis à vis d'une trop grande autonomie qui pourrait entraîner des effets pervers, dont certains se font, selon eux, déjà sentir :

- Accentuation des inégalités entre établissements mis en concurrence, et par voie de conséquence aggravation de l'inégalité des chances entre les élèves fréquentant ces établissements, renforcement des ghettos.
- Tracasseries administratives, dépendance accrue vis à vis des autorités de tutelle, obligation de justifier sans cesse l'intérêt pédagogique de telle ou telle démarche, de rendre des comptes à des gens qui n'ont aucun droit de regard sur la pédagogie des enseignants.
- Risques de voir des entreprises décider, et transformer l'école en secteur marchand. L'autonomie ne risque-t-elle pas de devenir en fait adaptabilité à l'environnement économique ?
- Inégalité entre établissements selon qu'à leur tête se trouve un chef d'établissement dynamique et entreprenant ou pas.
- Risques de déstructuration de l'enseignement sous le vernis apparent de l'autonomie et de la décentralisation : il faut rester dans l'Education Nationale.
- Quels seront les critères de l'évaluation ?

Certains jugent suffisante la marge de liberté dont jouissent actuellement les lycées. Au lycée du Bois d'Amour, selon des élèves, on a déjà beaucoup de possibilités, de marges de manœuvre.

D'autres en revanche pensent que plus d'autonomie peut apporter plus de liberté et de souplesse dans la gestion de la diversité des élèves. Actuellement les choses restent encore figées, chacun fonctionnant dans l'espace restreint de sa matière et de sa classe. Bâtir un projet, c'est se demander ensemble ce que nous pouvons faire avec les moyens dont nous disposons, pour que les élèves trouvent une cohérence et un sens dans ce qu'ils font et dans ce qu'ils reçoivent.

Décider ensemble de la façon dont on gère l'espace de liberté pédagogique, c'est par exemple mettre en place l'alternance de cours magistraux devant cinquante élèves, et de temps de recherche en très petits groupes. Ou bien, par exemple, comme cela a été fait l'an dernier en BTS, organiser une formation en théâtre animée par un comédien professionnel. Quand un projet est défendu avec force et conviction, il finit toujours par aboutir.

Inventer, être intelligent ensemble, prendre des initiatives, s'interroger sur nos objectifs, c'est exaltant. Rendre compte et accepter l'évaluation, c'est aussi nécessaire pour se garantir des dérives possibles.

### **Synthèse pour la question 19 :**

Le cadre actuel semble suffisant pour assurer l'autonomie des établissements ?

L'autonomie doit s'accompagner de garde-fous pour empêcher qu'elle ne devienne une dépendance supplémentaire.

Il faut préserver l'homogénéité de la formation au niveau national, et garantir l'égalité des chances, c'est-à-dire les conditions de l'équité.

### TROIS PROPOSITIONS

1 – A la recherche de l'efficacité suspecte de renvoyer à la rentabilité, il faudrait substituer celle du sens que chaque élève peut donner à l'éducation qu'il reçoit, développer son désir d'apprendre, par l'autonomie et la liberté de choix diversifiés.

2 – Il est fondamental de concilier un socle de connaissances solide offert à tous, et la variété des approches et des méthodes que requiert la diversité des élèves, en se gardant de spécialisations trop précoces.

3 – Le cadre actuel, préservant l'homogénéité de la formation au niveau national dans des établissements scolaires dont l'autonomie semble actuellement suffisante , garantit les conditions de l'équité.